

## Cahier des clauses particulières

CCP-F25FONTAIN

**FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION, MISE EN SERVICE  
ET ENTRETIEN DE FONTAINES A EAU**

## SOMMAIRE

Article 1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1.1.	Objet du marché.....	4
Article 2.	OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
2.1.	Exécution du marché.....	4
2.2.	Lieu d'exécution.....	4
2.3.	Classification CPV.....	4
Article 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	4
3.1.	Allotissement.....	4
3.2.	Tranches .....	5
3.3.	Procédure de passation.....	5
3.4.	Durée du marché.....	5
3.5.	Variantes.....	5
3.6.	Prestations supplémentaires éventuelles .....	5
3.7.	Considérations sociales.....	5
3.8.	Considérations environnementales .....	5
3.9.	Langue.....	5
3.10.	Formes des notifications et informations.....	6
3.11.	Reconduction .....	6
3.12.	Accès au site.....	6
3.13.	Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits 6	6
Article 4.	Préparation – coordination et exécution des travaux.....	7
4.1.	Exécution des prestations.....	7
4.2.	Essais et contrôles des ouvrages exécutés .....	7
4.3.	Repliement des installations et reprise des fontaines. ....	7
4.4.	Réception .....	7
4.5.	Documents fournis après exécution.....	7
4.6.	Clauses environnementales .....	7
Article 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	8
Article 6.	REGIME FINANCIER.....	8
6.1.	Monnaie et TVA .....	8
6.2.	Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes .....	9
6.1.	Régime financier .....	10
6.2.	Ajout / retrait d'un équipement .....	10
Article 7.	SOUS-TRAITANCE.....	11
Article 8.	PENALITES .....	11
8.1.	Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	11

8.2.	Pénalités liées aux clauses sociales.....	11
8.3.	Pénalités liées au repliement des installations .....	12
8.4.	Plafonnement des pénalités .....	12
Article 9.	GARANTIES .....	12
9.1.	Responsabilité et assurances.....	12
9.2.	Dispositions communes .....	13
Article 10.	RESILIATION .....	13
Article 11.	DIFFERENDS ET LITIGES .....	14
11.1.	Différends .....	14
11.2.	Litiges et contentieux .....	14
Article 12.	CLAUSES TECHNIQUES.....	14

## **Article 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1. Objet du marché**

Opérateurs de l'Etat  
Ineris  
Service marchés et achats  
Gaetan Davaine  
0344556221  
[gaetan.davaine@ineris.fr](mailto:gaetan.davaine@ineris.fr)  
Parc technologique ALATA  
BP 2  
60550 Verneuil en Halatte

## **Article 2. OBJET DE LA CONSULTATION**

Le marché a pour objet une prestation de fourniture et entretien de fontaines à eau de l'Ineris.  
L'ensemble des fontaines actuelles est raccordé au réseau d'eau potable.

Le marché est un marché de : Services.

### **2.1. Exécution du marché**

Le marché est un marché mixte composé d'une partie forfaitaire de location et maintenance des équipements et une partie à bon de commande (notamment la fourniture de bonbonnes de gaz pour les fontaines du restaurant d'entreprise).

### **2.2. Lieu d'exécution**

Site de Verneuil : rue Jacques Taffanel 60550 VERNEUIL EN HALATTE (plan en annexe)  
Site de Montlville : Chem. Carrière Ineris 60550 VERNEUIL EN HALATTE

### **2.3. Classification CPV**

Nomenclature CPV : 42968100 Distributeurs de boissons

## **Article 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1. Allotissement**

Le marché n'est pas alloti.

### **3.2. Tranches**

Le marché ne comporte pas de tranches

### **3.3. Procédure de passation**

Le marché est passé en procédure adaptée.

### **3.4. Durée du marché**

60 mois à compter de la notification du marché.

#### **3.4.1. *Lieu d'exécution***

Le marché est exécuté à l'adresse du siège de l'Ineris.

### **3.5. Variantes**

Néant.

### **3.6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Néant

### **3.7. Considérations sociales**

Egalité homme femmes / propositions relatives à l'insertion par l'activité économique.

### **3.8. Considérations environnementales**

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions visant à promouvoir des pratiques durables et réduire l'empreinte écologique des prestations fournies.

Il s'engage notamment à mettre en place une politique de gestion des déchets visant à minimiser la production des déchets et à maximiser leur recyclage, mettre à disposition des dispositifs permettant des économies d'énergie.

### **3.9. Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

### **3.10. Formes des notifications et informations**

L'Ineris notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font :

Par messagerie électronique ;

### **3.11. Reconduction**

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

### **3.12. Accès au site**

L'accès aux locaux de l'Ineris est règlementé.

L'Ineris possédant une Z.R.R. (Zone à Régime Restrictif), certaines obligations sont opposables au Titulaire, notamment l'affectation des personnels.

Tout agent de l'entreprise intervenante doit, préalablement à son entrée en zone ZRR, faire l'objet de l'acceptation préalable du Haut Fonctionnaire de Défense dont relève l'Ineris. Il devra remplir le formulaire de demande d'accès à une zone à régime restrictif (ZRR). Il est nécessaire de prévoir au minimum 8 semaines à réception de la demande. La durée de validité de cette autorisation est de 5 ans.

Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### **3.13. Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits**

Le présent CCP définit le cas échéant :

- Les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants à utiliser dans les travaux ;
- Les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives attestant de la réalisation conforme aux conditions du marché.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le titulaire dans le cadre de ses procédures d'auto-contrôle.

Toutefois l'Ineris peut décider de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

## **Article 4. Préparation – coordination et exécution des travaux**

### **4.1.Exécution des prestations**

#### ***Organisation du marché***

Le titulaire du marché déterminera avec l'Ineris l'organisation et la planification du marché et notamment :

- Les dates d'installation des fontaines, et leur mise en service, et les dates programmées de maintenance annuelle.

Toute absence ou retard, reprogrammation répétitive dans cette planification, qui n'ait pas été notifiée au préalable à l'Ineris, entrainera l'application de pénalités.

### **4.2.Essais et contrôles des ouvrages exécutés**

Les essais et contrôle ou test de fonctionnement, sont assurés contradictoirement notamment lors de la mise en service par le titulaire du marché et un représentant de l'Ineris. Ils donnent lieu à la rédaction d'un PV, assorti le cas échéant de réserves.

### **4.3.Repliement des installations et reprise des fontaines.**

Au terme du contrat le titulaire doit, dans les 15 jours suivant la fin du marché :

- procéder à l'évacuation des matériels et équipements,
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les emplacements si ceux-ci-ont été détériorés

### **4.4.Réception**

La procédure de réception se déroule conformément aux dispositions du CCP et du CCAG

### **4.5. Documents fournis après exécution**

Les documents que doit remettre le titulaire, sont :

- La documentation technique
- La documentation de maintenance et d'entretien
- Les documents relatifs à la garantie
- .....

### **4.6. Clauses environnementales**

Les déchets de chantier sont gérés par le titulaire du marché.

Le titulaire privilégiera l'utilisation de matériaux écologiques, recyclés ou recyclables, et de faible impact environnemental, conformément aux spécifications détaillées dans le présent document. Le titulaire devra fournir une documentation attestant de la provenance écologique des matériaux utilisés et de leur conformité avec les critères de durabilité établis.

Le titulaire mettra en place des mesures efficaces pour la réduction, le tri, la réutilisation et le recyclage.

Le titulaire s'engage à utiliser des équipements et des procédés qui optimisent l'efficacité énergétique et minimisent les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants atmosphériques.

Le titulaire veillera à ce que son personnel et ses sous-traitants soient formés et sensibilisés aux bonnes pratiques environnementales.

Par ailleurs, si des éléments proposés par le titulaire du marché sont issus d'une filière de revalorisation ou de ré-emploi, ce dernier le fera connaître dans son offre.

## **Article 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement AE-F25FONTAIN et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses particulières CCP-F25FONTAIN et ses éventuelles annexes et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics FCS en vigueur à la date de passation du présent marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les conditions générales d'achat références DI-0179 ;
- La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris ([www.ineris.fr](http://www.ineris.fr)) ;
- Les conditions de l'offre du titulaire, sous réserve de leur acceptation écrite par l'Ineris et uniquement pour les dispositions qui ne sont pas contradictoires avec les documents énoncés ci-dessus.

## **Article 6. REGIME FINANCIER**

### **6.1. Monnaie et TVA**

#### **6.1.1. Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

#### **6.1.2. Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### **6.1.3. Variation des prix**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont fermes durant toute l'exécution du marché.



Ils sont toutefois révisables annuellement (à la date anniversaire du marché) par application de la formule suivante :

$$P = P_o(I/I_o)$$

Dans laquelle

P= Prix révisé

Po: prix de référence lors de la remise de l'offre par le titulaire

I= dernier indice mensuel publié sur le site de l'INSEE et au JO lors de la demande de révision

I<sub>o</sub>= indice mensuel en vigueur et publié sur le site de l'INSEE et au JO le mois de la remise de l'offre.

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183

## **6.2. Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes**

### *Répartition des paiements*

Le prix doit être proposé sous forme de bordereau de prix pour la fourniture unitaire, par mois :

- Par fontaine à eau réseau haut débit (réfrigérée + tempérée + gazeuse) à destination du restaurant,
- Par fontaine à eau réseau (Réfrigérée + tempérée + chaude) à destination du site,

Chaque prix unitaire est également forfaitaire et comprend la fourniture, le retrait, l'entretien périodique, la maintenance des machines comme défini dans le chapitre « Description de la prestation ».

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution du marché y compris les taxes fiscales et parafiscales frappant obligatoirement celui-ci ainsi que les frais de déplacement, d'hébergement, de bouche et de secrétariat ou tout autre frais pouvant être rendu nécessaire pour l'exécution du marché, notamment la fourniture du dossier technique.

Ces prix seront indiqués Hors Taxes et Toutes Taxes Comprises avec indication du taux de T.V.A.  
Les factures seront mensuelles.

Les versements ne seront effectués que dans la mesure où les prestations définies dans les documents contractuels sont réalisées.

Les factures ne pourront donner lieu à paiement que sur constatation du service fait.  
A ce titre, le paiement d'avances ou acomptes n'est pas possible.

Les factures sont payables à 60 jours à réception de la facture et devront être déposées sur le portail Chorus de l'Agence Comptable de l'Ineris à Verneuil en Halatte.

Toute facture qui ne sera pas déposée sur le portail Chorus de l'Agence Comptable sera retournée au Titulaire sans être payée et sans qu'aucun retard ou défaut de paiement ne puisse être reproché à l'Ineris.

### *Retenue de garantie et cautionnement*

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles 127 à 131 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

## **6.1. Régime financier**

### **6.1.1. Forme et contenu des prix**

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

Prix	Prix pour mille litres d'eau	P.U.(€HT)	Quantité estimée	TOTAL (€HT)
Prix Forfaitaire Mensuel par fontaine Standard à commande au pied ou commande sans contact.	NA		24	
Prix Forfaitaire Mensuel par fontaine réseau Haut Débit à commande au pied ou commande sans contact	NA		4	
Prix Bouteille de CO2 Livrée				
Prix bouteille de CO2 Livrée et remplacée en dehors des fréquences de maintenance	NA			

Le prestataire peut rajouter des lignes en proposant d'autres options.

Dans le tableau ci-dessus :

« PU » = « prix unitaire »,

Tout montant figurant dans le tableau est un montant hors taxe et en euros.

## **6.2. Ajout / retrait d'un équipement**

L'Ineris pourra attribuer au même fournisseur sans publicité ni mise en concurrence, après établissement d'un devis, des demandes d'ajustements du besoin afin de prendre en compte les aléas de chantier.

Tout ajout d'un équipement supplémentaire donnera lieu à une commande additionnelle sans qu'il ne soit nécessaire de fournir un avenant supplémentaire.

La durée des commandes additionnelles ne pourra pas dépasser la durée totale du présent accord cadre.

Tout retrait d'un équipement fera l'objet d'un avoir sur les commandes en cours.

## **Article 7. SOUS-TRAITANCE**

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître de l'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître de l'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément à l'article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

## **Article 8. PENALITES**

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

### **8.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations**

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités de 30 € HT par jour ouvré de retard.

### **8.2. Pénalités liées aux clauses sociales**

NC

### **8.3. Pénalités liées au repliement des installations**

En cas de retard constaté dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés, le titulaire encourt une pénalité de **100 euros H.T** par jour calendaire de retard.

### **8.4. Plafonnement des pénalités**

Le montant des pénalités est plafonné à **20%** du montant du marché.

## **Article 9. GARANTIES**

Le délai de garantie est de deux ans à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise dans les conditions définies lors de la réception.
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, de telle sorte que le matériel soit en parfait état de fonctionnement.
- c) Procéder, le cas échéant, aux modifications ou échanges dont la nécessité serait apparue pendant la période couverte par la garantie.

A l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception de celles couverte par la maintenance.

### **9.1. Responsabilité et assurances**

#### **9.1.1. Responsabilité**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

#### **9.1.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : **1M** euros par sinistre.
- dommages matériels et/ou immatériels : **100 000** euros par sinistre.

## 9.2. Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc..) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

## Article 10. RESILIATION

Le présent marché peut être résilié de plein droit par l'Ineris en cas d'inexécution par le Titulaire d'une ou plusieurs de ses obligations contenues dans le présent marché et ses annexes.

Cette résiliation devient effective 1 mois après l'envoi par l'Ineris d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le Titulaire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Le présent marché pourra également être résilié de manière unilatérale par l'Ineris sans motif. La résiliation devient effective dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de la décision de résiliation par courrier en recommandé avec accusé de réception.

Les frais engagés par le Titulaire du marché jusqu'à la date effective de la résiliation seront néanmoins remboursés.

L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas le Titulaire de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve de dommages et intérêts dus à l'Ineris du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le présent marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du Titulaire dans les cas suivants :

- Le Titulaire a fait obstacle aux opérations de vérification par l'Ineris ;
- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- Le Titulaire a communiqué des informations techniques de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité,
- L'indisponibilité est constatée pendant trente jours dans le cas de prestations de maintenance.

- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Cette résiliation intervient sans mise en demeure préalable, sans délai et sans indemnisation du Titulaire.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à l'application des pénalités à hauteur du préjudice subi.

## **Article 11. DIFFERENDS ET LITIGES**

### **11.1. Différends**

Les différends entre l'Ineris et le titulaire seront réglés en priorité par voie amiable.

### **11.2. Litiges et contentieux**

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'Amiens :

14 Rue Lemerchier, 80000 Amiens

03 22 33 61 70

## **Article 12. CLAUSES TECHNIQUES**

La prestation comprendra la fourniture de 28 fontaines :

- 24 fontaines « standard » connectées au réseau d'eau de ville, à eau réfrigérée + tempérée + chaude. Ces fontaines, à destination du personnel seront uniformément réparties sur l'ensemble du site. En option le fournisseur proposera cette fontaine avec commande au pied ou commande sans contact.

Il n'y a pas de connexion possible au réseau d'eaux usées. Le prestataire détaillera le système de récupération d'eau usées indépendant (volume et système de détection), il pourra proposer différents systèmes en option.

Le prestataire détaillera les systèmes de filtration, les équipements antibactériens. Il pourra proposer différents systèmes en option.

- 4 fontaines à haut débit à commande au pied ou commande sans contact, proposant de l'eau réfrigérée, plate ou gazeuse, pour la mise en place dans le restaurant d'entreprise à destination des convives (+/- 305 repas jour) pour le remplissage de carafes et/ou gourdes lors des déjeuners. Si possible avoir une option pour avoir l'eau plate ou gazeuse à température tempérée. Le prestataire proposera des bouteilles de CO2 de grandes capacités recyclables afin d'optimiser les remplacements. Il détaillera la fréquence et les modalités de remplacement prévus.

- La connexion de ces fontaines au réseau d'eau de proximité,

- L'entretien périodique des fontaines ainsi que toutes les opérations de maintenance préventives et curatives (pièces et main d'œuvre). Le prestataire devra spécifier dans son offre les fréquences et descriptif d'entretien.

- L'évacuation et recyclage des déchets d'entretien des fontaines,

- L'intervention sur demande de l'Ineris en cas de panne et le remplacement des matériels défectueux. L'intervention devra être réalisée dans les 48h ouvrés qui suivent la demande d'intervention.
- La logistique de mise en place et retrait des fontaines.
- Toutes suggestions de l'entreprise

Durant le marché, l'Ineris se réserve le droit de modifier le nombre de fontaines à eau.  
Les fontaines supplémentaires seront facturées après accord écrit de l'Ineris et au tarif du marché.  
Et les fontaines retirées le seront par l'intermédiaire d'une commande négative.

